



Communiqué de soutien aux postiers du 92 en grève :

**VIOLENCES INACCEPTABLES CONTRE DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES EN GREVE AU
MINISTERE DU TRAVAIL**

NON A LA REPRESSION : ARRET DE TOUTES LES POURSUITES JUDICIAIRES ANTISYNDICALES !

Mercredi 20 février, Gaël Quirante, secrétaire départemental de Sud Poste 92, a été violemment arrêté par la police devant les portes du ministère du travail alors que lui et ses collègues en grève depuis plus de 10 mois y étaient en visite pour interpeller Muriel Penicaud.

Gaël a finalement été relâché rapidement à la suite d'une erreur de procédure mais il n'est pas tiré d'affaire pour autant : des poursuites pénales sont toujours possibles. Un rassemblement de plusieurs centaines de personnes s'est tenu pour exiger l'arrêt de toutes les poursuites le soir-même de son arrestation.

Alors que des travailleurs et travailleuses en grève depuis plus de 10 mois n'ont fait que demander pacifiquement un rendez-vous à la Ministre du travail, sa réponse a été brutale: la matraque et la répression antisyndicale.

La police a violemment fait sortir les grévistes et leurs soutiens de la cour du ministère. Au passage, deux soutiens des grévistes ont été blessés. Bilan : une fracture et un bras en écharpe !

Dans la droite ligne de sa politique de casse du code du travail et de destruction des droits des travailleurs, Muriel Penicaud s'est employée à soutenir la direction de La Poste contre les grévistes du 92 qui contestent les réorganisations visant à détruire le service public postal.

Notre Ministre a commencé par autoriser le licenciement de Gaël Quirante, contre l'avis de l'inspection du travail, en osant préciser que l'acharnement de La Poste à vouloir se débarrasser du secrétaire du syndicat majoritaire dans le département n'avait pas de lien avec ses mandats...

Elle en vient désormais aux mains, par l'intermédiaire de la police – et fait sortir *manu militari* les postiers venus simplement demander l'ouverture de négociations sérieuses pour mettre un terme à leur grève.

Les syndicats CGT-TEFP et Sud-TAS du Ministère du travail expriment leur soutien à la lutte des postiers du 92 et dénoncent les violences policières commises au nom de la ministre du travail.

Nous demandons à notre patronne, Muriel Pénicaud, d'accorder un rendez-vous aux grévistes et de faire en sorte que des négociations sérieuses s'ouvrent au plus vite avec la direction de La Poste en vue de la satisfaction de leurs revendications.

Nous exigeons l'arrêt de toutes les poursuites judiciaires contre les syndicalistes et grévistes.

Non à la répression ; les travailleurs en lutte ne sont pas des délinquants !